



Liberté • Égalité • Fraternité  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE L'ISÈRE

**Direction départementale  
de la protection des populations**

**Service protection de l'environnement**

Grenoble, le 21 décembre 2016

Téléphone : 04 56 59 49 99

Mél : ddpp-envi@isere.gouv.fr

Affaire suivie par : Françoise Chavet

Téléphone : 04.56.59.49.34

Mél : francoise.chavet@isere.gouv.fr

## **ARRÊTE PRÉFECTORAL COMPLÉMENTAIRE**

**portant levée de garanties financières**

**Carrière de St Etienne de Crossey - Société BUDILLON RABATEL**

**DDPP-ENV-2016-12-10**

**Le Préfet de l'Isère**

**Chevalier de la Légion d'Honneur**

**Chevalier de l'Ordre National du Mérite**

**VU** le code de l'environnement livre V - titre 1<sup>er</sup>, notamment les articles L.516-1 et R. 512-31, R.512-39-1 à R.512-39-4 et R.516-1 à R.516-6 ;

**VU** le code minier ;

**VU** l'arrêté ministériel du 9 février 2004 modifié relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état prévues par la législation sur les installations classées ;

**VU** l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 relatif aux modalités de détermination et d'actualisation du montant des garanties financières pour la mise en sécurité des installations classées et des garanties additionnelles en cas de mise en œuvre de mesures de gestion de la pollution des eaux souterraines ;

**VU** l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution des garanties financières prévues aux articles R 516-1 et suivant du code de l'environnement ;

**VU** l'arrêté préfectoral n°2008-00 178 du 4 janvier 2008 autorisant la société Budillon Rabatel à exploiter une carrière de sable et gravier sur la commune de Saint Étienne de Crossey lieu-dit « La Croix et Le Gigot » ;

**VU** la déclaration de cessation d'activité du 12 mai 2016 souscrite par la société Budillon Rabatel ;

**VU** l'acte de cautionnement solidaire établi le 21 janvier 2008 par le Crédit Agricole Sud Rhône-Alpes pour un montant de 75 157, 31 € transmis par la société Budillon Rabatel ;

**VU** le procès verbal de récolement établi par l'inspection des installations classées le 8 septembre 2016 ;

**VU** le rapport de l'inspection des installations classées du 12 septembre 2016 ;

**VU** l'avis de la commission départementale de la nature des paysages et des sites, formation spécialisée des carrières du 23 novembre 2016 ;

**CONSIDERANT** que les travaux de remise en état respectent les prescriptions de l'arrêté préfectoral n°2008-00178 du 4 janvier 2008 et que la carrière a été réaménagée conformément aux prescriptions relatives à l'article 8 de l'arrêté préfectoral et au dossier de demande d'autorisation, plans de principe du réaménagement et étude du CORA déposés en date du 12 mars 2007 ;

**CONSIDERANT** dès lors qu'il y a lieu de procéder à la levée de l'obligation de constitution de garanties pour la carrière exploitée au lieu-dit « La Croix et Le Gigot » à Saint Étienne de Crossey ;

**CONSIDÉRANT** qu'un projet d'arrêté a été adressé au pétitionnaire le 25 novembre 2016 afin de recueillir son avis ;

**CONSIDÉRANT** l'accord de la société Budillon Rabatel par mél du 14 décembre 2016 concernant le projet soumis pour avis ;

Sur proposition du Secrétaire général de la préfecture de l'Isère

## **ARRÊTE**

### **ARTICLE 1 : LEVÉE DES GARANTIES FINANCIÈRES**

L'obligation de constitution de garanties financières imposée par l'arrêté préfectoral n°2008-00178 du 4 janvier 2008 à la société Budillon Rabatel dont le siège social est situé 100, rue René Rambaud 38516 Voiron Cédex est levée à compter de la signature du présent arrêté.

### **ARTICLE 2 : PUBLICATION**

Une copie du présent arrêté est déposée en mairie de Saint Étienne de Crossey et mise à disposition de toute personne intéressée.

L'arrêté est affiché pendant une durée minimum d'un mois. Procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire.

Il sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de l'Isère ainsi que sur le site internet des services de l'Etat en Isère

### **ARTICLE 3 : RECOURS**

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré à la juridiction administrative :

1° par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de la décision. Toutefois, si la mise en service de l'installation n'est pas intervenue six mois après la publication ou l'affichage de la décision, le délai de recours continue à courir jusqu'à l'expiration d'une période de six mois après cette mise en service ;

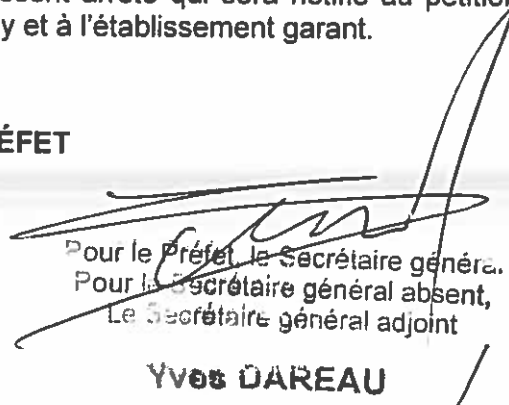
2° par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté autorisant l'ouverture de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives, ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

#### **ARTICLE 4 : EXÉCUTION**

M. le secrétaire général de la préfecture de l'Isère, Mme la directrice régionale de l'environnement de l'aménagement et du logement Auvergne-Rhône-Alpes chargée de l'inspection des installations classées est tenue de veiller à l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au pétitionnaire, au maire de la commune de Saint Étienne de Crossey et à l'établissement garant.

**LE PRÉFET**



Pour le Préfet, le Secrétaire généra.  
Pour le Secrétaire général absent,  
Le Secrétaire général adjoint

**Yves DAREAU**

